



**HAL**  
open science

## Les Fantômes de 68 sur le campus de Nanterre

Isabelle Rivoal, Sylvie Robic

► **To cite this version:**

Isabelle Rivoal, Sylvie Robic. Les Fantômes de 68 sur le campus de Nanterre. Pierre-Jérôme Adje, Luc Lévy, Isabelle Rivoal, Sylvie Robic. Vents d'Est, vents d'Ouest. Regards croisés sur 68, Presses Universitaires de Paris Nanterre, pp.35-48, 2018, 978-2-84016-323-7. halshs-01967916

**HAL Id: halshs-01967916**

**<https://shs.hal.science/halshs-01967916>**

Submitted on 1 Jan 2019

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Citer comme :

Rivoal Isabelle & Sylvie Robic, 2018, « Les Fantômes de 68 sur le campus de Nanterre » dans P.J. Adjej, L. Lévy, I. Rivoal et S. Robic, *Vents d'Est, vents d'Ouest. Regards croisés sur 68*, Nanterre, Presses Universitaires de Paris Nanterre, p. 35-48

NANTERRE

**« Les fantômes de 68 sur le campus de Nanterre »**

*Isabelle Rivoal et Sylvie Robic*

« Tout âge porte ses fruits, il faut savoir les cueillir » : voici une formule de Raymond Radiguet<sup>1</sup> dont le double sens, si l'on pense également l'âge comme une époque, se prête bien à la réflexion sur le cinquantenaire de 1968. Il y a une place particulière de 68 dans le débat politique et social français et l'on n'a eu de cesse d'en « cueillir les fruits » depuis un demi-siècle. En ce sens, l'événement – les « événements » – fait indéniablement toujours date, qu'il s'agisse de l'évoquer, de s'y référer, de le critiquer voire le vilipender ou d'en réclamer l'héritage et d'en rejouer la geste. Il y a une histoire à rythmicité décennale de la commémoration de 68 en France à faire. Des protagonistes historiques à l'initiative d'un colloque sur le « Mouvement du 22 mars » à Nanterre n'ont d'ailleurs pas manqué de réinscrire leurs analyses dans la perspective des différentes relectures des événements par ses historiens. Du *Génération* d'Hervé Hamon et de Patrick Rotman<sup>2</sup> ou de *Mai 68 : l'héritage impossible suivi de « Mai 68 n'appartient à personne »* de Jean-Pierre Le Goff<sup>3</sup> qui ont marqué le vingtième anniversaire aux réflexions des 40 ans avec le même Patrick Rotman qui publiait en 2008 un petit livre reprenant l'explication de 68 aux générations qui ne l'avait pas vécu, dans le contexte de la critique portée par Nicolas Sarkozy durant la campagne de 2007<sup>4</sup>.

---

<sup>1</sup> Raymond RADIGUET, *Le Bal du comte d'Orgel*, Le Livre de poche, 1990 [1923].

<sup>2</sup> Patrick ROTMAN, *Génération. Les années de rêve (1962-1968) et Génération. Les années de poudre (1968-1975)*, Le Seuil, 1987.

<sup>3</sup> Jean-Pierre LE GOFF, *Mai 68 n'appartient à personne. Avec une postface inédite de l'auteur « Mai 68 n'appartient à personne »*, La découverte, 1988.

<sup>4</sup> Patrick ROTMAN, *Mai 68 raconté aux générations qui ne l'ont pas vécu*, Seuil, 2008.

Comme par un retour de balancier prévisible, la rentrée littéraire de 2017 a fait la part belle à une nouvelle lecture de 68, portée par une jeune génération d'historiens et de sociologues parmi lesquels Olivier Filleule, Sophie Béroud, Camille Masclet, Isabelle Sommier<sup>5</sup>, Philippe Artière, Michelle Zancarini-Fournel<sup>6</sup>, Julie Pagis<sup>7</sup> et Ludivine Bantigny<sup>8</sup>, retournés aux archives écrites et orales et désireux d'entrer dans une histoire par le bas de 68, de tout 68 en France, des trajectoires des militants « obscurs », et du devenir d'une génération et de ses engagements... Une production dont on soulignera néanmoins le fort tropisme français, par la force des choses en quelque sorte, puisqu'elle entendait mettre de côté le discours sur l'événement pour remettre en perspective les parcours des acteurs qui l'avaient vécu et n'avaient pas forcément renoncé à leurs idéaux.

Autant dire qu'à Paris, il s'agissait moins de se demander « si les années 68 font encore date », mais plutôt de « quelles lectures ce printemps 2018 en France allait-il proposer des contestations globales de 68 ». La question se posait *a fortiori* à Nanterre où l'enjeu pour l'université était multiple avec d'une part des sollicitations médiatiques fortes qui pouvaient faire craindre l'écueil d'une « patrimonialisation »<sup>9</sup> par un discours mettant en scène les éternels « acteurs » de 68 face aux étudiants de 2018 et l'écueil, plus difficile à contourner, de la réappropriation par l'institution d'un mouvement étudiant anti-institution.



---

<sup>5</sup> Olivier FILLIEULE, Sophie BEROUUD, Camille MASCLET et Isabelle SOMMIER, *Changer le monde, changer sa vie. Enquête sur les militantes et les militants des années 1968 en France*, Acte Sud, 2018.

<sup>6</sup> Philippe ARTIERES et Michelle ZANCARINI-FOURNEL (dir.), *68, une histoire collective (1962-1981)*, La Découverte, 2018.

<sup>7</sup> Julie PAGIS, *Mai 68. Un pavé dans leur histoire*, Presses universitaires de Sciences Po., 2014.

<sup>8</sup> Ludivine BANTIGNY, *1968. De grands soirs en petits matins*, Seuil, 2018.

<sup>9</sup> Elles se sont manifestées dès l'automne 2017 pour venir filmer sur le campus d'aujourd'hui dans la perspective de reportages à diffuser au printemps, notamment la série documentaire « Le Triangle de 68 » réalisé par François-Hubert Rodier pour France 3. Ensuite, de janvier à mai, l'université a accueilli des télévisions et radios françaises, mais aussi espagnoles, belges, anglaises venues « prendre le pouls de Nanterre » en cette année de cinquantenaire des « événements de 68 ».

La ligne de crête pour avancer entre ces écueils a été d'emblée de faire le choix de la remémoration, selon le terme choisi par Jean-François Balaudé, le président de l'université, au début de l'année 2018. La « distance » de 50 ans (et l'on citera ici l'intervention de Patrick Boucheron le 25 janvier qui, citant Foucault, rappelait que « 50 ans c'est la bonne durée pour faire histoire ») nous portait en effet à croire que le temps était venu de « faire l'histoire » de 68 et avec elle, d'avoir la possibilité, même sur notre campus – surtout sur notre campus –, de prendre cette distance critique et d'ouvrir la réflexion par une mise en perspective en dehors et à côté de l'événement. Il nous a semblé que nous pouvions nous risquer à poser, non plus la question de l'héritage, mais celle des échos multiples et incertains de l'esprit 68 dans le présent de l'université (que nous dit 68 sur nous-mêmes en tant qu'institution ?) et de l'époque à une échelle globale.

C'est l'intention que nous avons tenté de faire passer avec l'invitation « Prop-osons ! 1968-2018 » comme cadre thématique, et c'est aussi la question qui était posée au sein du Collectif 68 initié par le Centre Pompidou à partir d'une déclaration commune portée par ce Centre, les Archives Nationales, le Palais de Tokyo, la Bibliothèque Nationale de France, la Cinémathèque Française, la Cité de l'architecture et du patrimoine, le théâtre des Amandiers et l'Université Paris Nanterre.

Notre approche du cinquantenaire de 68 s'est construite dans l'articulation de deux lignes de force : la première autour de la volonté de reposer *in situ* la question de « l'imagination au pouvoir », de la création au sens large et des articulations entre art et politique autour de différents formats de manifestation ; la seconde autour de l'émancipation politique et de la globalisation des révoltes dont la fin des années 1960 et le début des années 1970 avaient dessiné le contour et dont 68 a pu incarner un « arc historique » pour reprendre la formule de Tariq Ali lors de son intervention du 3 mai au théâtre des Amandiers à Nanterre.

Et puis... par un effet de contexte bien éloigné de notre intention initiale de « faire histoire », le campus est redevenu un espace de

lutte, le temps d'une farce le 22 mars par certains étudiants voulant rejouer 68, et plus violemment ensuite dans le cadre d'un long blocus qui a touché de nombreuses universités en France. Faire un bilan du cinquantenaire 68 vu de Nanterre en 2018 suppose également de mettre en perspective et à chaud ces événements-là aussi, tant la symbolique et la gestuelle mobilisée par les bloqueurs se revendiquant seuls héritiers légitimes de 68 contre l'institution (l'université et sa présidence, l'État, le capitalisme libéral) sont entrés en interaction avec les multiples décryptages académiques, politiques historiques et artistiques sollicités et accueillis dans le cadre de l'université tout au long du printemps 2018.

Finalement, 68 à Nanterre n'a pas été mis à distance dans le sens d'une problématique de type « que reste-t-il de 68 ? » ou « de quoi 68 a-t-il été l'expression ? », mais plutôt « qui sont les héritiers (légitimes) de 68 aujourd'hui ? » ou « comment retrouver 68 aujourd'hui ? » (la solidarité, la création artistique, la parole vivante vs la communication codifiée, l'utopie)... pour ceux à qui 68 « parle » bien sûr, car nombreux sont les étudiants du campus de Nanterre 2018 qui ignorent tout de l'événement.



Art et politique ou « l'imagination au pouvoir »

Le questionnement artistique du politique aura sans conteste été l'un des axes de réflexion majeurs de la mise en perspective de 68 proposée à l'Université Paris Nanterre à l'occasion de ce cinquantenaire. Dans le champ académique, histoire et histoire de l'art convergent désormais pour considérer l'expression artistique comme un mode d'intervention politique en soi qui produit des transformations sur les institutions, les classes sociales, la société, les manières d'être et de penser le monde et de s'y engager.

La journée du 4 mai, au théâtre Bernard-Marie Koltès sur le campus de Nanterre<sup>10</sup>, consacrée aux « contestations politiques et artistiques, 68 et après » a fait se croiser les regards de cinéastes, d'écrivains et d'historiens du cinéma et de la littérature de plusieurs générations. La matinée, intitulée « Années de rêve, années de plomb », à travers le témoignage de cinéastes allemand (Max Linz), italien (Marco Bertozzi) ou français (Jacques Kébadian ou Jean-Gabriel Périot), a été riche de réflexions. Loin d'une image attachée à l'événement localisé, le champ du documentaire militant était indiscutablement, dès les années 1966-1967, un champ européen, avec une circulation des idées (l'étendard commun contre la guerre au Vietnam) et des individus (les collectifs français venus filmer les grandes manifestations de Berlin). Ce cinéma militant développé à partir des années 1966-1967 était simultanément un désir de révolution ET un désir de cinéma, où l'expérimentation formelle (de la part de jeunes cinéastes formés dans les écoles de cinéma de leurs pays respectifs) valait à la fois pour et comme action politique. De nouvelles pratiques qui allaient durablement bouleverser le paysage du cinéma européen : dans son esthétique, son économie et sa pédagogie.

L'après-midi, en apportant l'éclairage de six écrivains français, tous anciens militants, pour certains « établis » en usine, a approfondi, par le prisme de la création littéraire, cette idée que l'expérience de l'action politique transforme le rapport au monde. Quatre hommes (Jean-Pierre Martin, Jean-Pierre Le Dantec, Gérard Guégan, Jean-Claude Pinson) et deux femmes (Geneviève Brisac, Juliette Kahane) ont illustré dans six chemins de vie et de création singuliers les effets socio-biographiques de l'engagement en 68 et après. Si, dans leurs existences, 68 apparaît très nettement comme un élément structurant, revendiqué comme tel, en un jeu subtil de l'individuel et du collectif, la littérature et l'écriture y sont aussi clairement apparues comme des espaces de complexité nécessaires pour conjurer le devenir schématique et réducteur du politique.

---

<sup>10</sup> Cette journée était le volet nanterrois de « Global 68 », un colloque itinérant porté par la FMSH Paris, l'université de Pittsburgh, l'université de Birkbek à Londres, les instituts français de Berlin et Prague et l'université Paris Nanterre.

Et pourtant, la période a inspiré une culture visuelle au service de l'engagement politique d'importance, comme en témoigne le parcours de la sculptrice palestinienne Mona Saudi, étudiante aux Beaux-Arts de Paris en 1968, mis en perspective par Alessandra Amin de UCLA, lors de la XVI<sup>e</sup> école de printemps d'histoire de l'art<sup>11</sup>. Et au cœur des réflexions abordées à l'occasion se noue la question des relations complexes entre l'art et la propagande comme dimension réductrice du politique à laquelle la sculptrice, qui a dirigé avec le peintre Ismaïl Shammout le secteur culturel de l'Organisation de Libération de la Palestine pendant les années 1960-70, a échappé en évoluant vers la représentation abstraite. Thomas Helbig de l'université Humboldt, a poursuivi la réflexion en revenant sur l'importance de l'année 68 dans l'œuvre de Jean-Luc Godard qui, dans *Le gai savoir*, fait dire à l'un de ses protagonistes : « Y a trop d'images, ça va trop vite, il faut réagir » et s'est attaché à mettre en place une forme de film qui devait agir comme outil pour une critique des images réflexives. Une exigence théorisée dans son Manifeste de 39 points en 1970 commençant par : « 1<sup>er</sup> – Il faut faire des films politiques ; 2<sup>e</sup> : Il faut faire politiquement des films ».



Plus éloigné de la réflexion historique sur les relations entre art et politique, ce sont aussi les formes de détournement artistique et la dimension festive propre à 68 qu'il fallait rendre manifestes dans une tentative de « jouer » avec le moment 68 comme 68 avait su pasticher et détourner l'art et son académisme. Quelle meilleure manière pour ce faire que de faire venir le Louvre sur le campus de Nanterre en invitant des jeunes artistes de street art à détourner des œuvres du Louvre tout en jouant avec les codes de l'institution muséale (l'exposition étant organisée par un commissaire) et avec la symbolique de 68. C215, Madame, Levalet, Kouka, Roti, les Monkeybird et Andrea Ravo Mattoni ont ainsi transformé le

---

<sup>11</sup> « Art et politique », XVI<sup>e</sup> école de printemps d'histoire de l'art organisée par Émilie Blin, Christian Joschke et Ségolène Le Men, Université Paris Nanterre / Centre allemand d'histoire de l'Art de Paris, 18-22 juin 2018.



campus en musée en plein durant le mois de janvier, mettant à l'honneur les arts de la rue comme forme emblématique d' « imagination au pouvoir »<sup>12</sup> dans sa volonté de démocratisation et de réappropriation des formes artistiques.

Le jeu sur le détournement est clairement au centre de l'œuvre de Joël Auxenfens qui a été invité par La Contemporaine, à l'occasion de son centenaire et du cinquantième de 68, à travailler à partir du fonds iconographique pour proposer quatre œuvres s'inspirant de photographies d'Élie Kagan et de Monique Hervo. Ces « reprises » d'archives prouvent que « rien en art n'est arrêté dans une chronologie linéaire, que se mêlent plutôt des histoires de l'art, de la société, et celle du peintre ».

D'une manière plus ludique, l'université a également accueilli la proposition du plasticien d'Ivan Messac de reproduire une fresque qu'il avait réalisée dans les couloirs de l'université en 69 et qui a été re-présentée le 22 mars sur une bande-son inédite enregistrée par Patrice Louis au soir du 22 mars 68, des échanges entre Daniel Cohn-Bendit et des acteurs du mouvement du 22 mars sur l'opportunité de « prendre la salle du conseil » de l'université.



## Global 68 et le devenir des luttes internationales

La réflexion sur 68 proposée dans les différentes manifestations a aussi été l'occasion de remettre sur le métier l'idée de la contestation comme matrice nécessaire en soi, car productrice d'histoire et de mondes possibles. « C'est l'idée de la révolution qui est importante avec 68 » pour reprendre la formule de Silvia Federici (Hofstra) lors du colloque Global 68... avec d'autant plus d'acuité que la réflexion développée s'est alors tenue sur des campus occupés, à l'EHESS d'abord, à Nanterre ensuite.

---

<sup>12</sup> Cette exposition a été réalisée dans le cadre de la participation de l'université Paris Nanterre à la Nuit des idées à l'invitation du réseau des Instituts Français sur le thème de « l'imagination au pouvoir ». Cette nuit des idées a également été portée par des performances d'étudiants en histoire de l'art et en arts et spectacle mettant en scène de manière ironique et décalée une certaine mythologie de 68.

Les réflexions développées lors de Global 68 ont été résolument tournées vers une interrogation sur le devenir problématique des luttes internationales et de la solidarité à l'époque actuelle ou dit plus directement : comment se fait-il qu'il y a aujourd'hui plus de personnes impliquées dans les mouvements anti-capitalistes et anti-impérialistes que dans les années 1960, mais qu'il n'existe plus d'élan commun, plus de solidarité internationale et que l'espace de protestation est à ce point fragmenté quand la communication n'a jamais été aussi facile ? Le retour sur l'histoire globale des luttes internationales des années 1960 était explicitement convoqué par la plupart des intervenants pour diagnostiquer un temps présent « vide de l'idée commune d'un futur possible » selon les termes inauguraux de Marcus Rediker (University of Pittsburgh).

La programmation a logiquement accordé une grande part à la mise en perspective de l'émancipation des Noirs américains, au mouvement des Black Panthers et, au-delà, à la question noire dans les luttes anti-coloniales et ce qu'il reste du racisme aujourd'hui. Cette perspective autorisait, en suivant Fanon, une lecture de 68 dépassant l'opposition historique des prolétaires contre les bourgeois, pour mettre au centre de l'histoire l'homme noir déshumanisé, et au cœur de l'histoire globale de 68 les marges des espaces sous influence coloniale (Antilles, Réunion, Afrique) encore ignorées du récit français sur 68 aujourd'hui. Mireille Fanon-Mendès-France a ainsi convoqué la mémoire des grèves et des émeutes de 1967 en Guadeloupe durement réprimées dont le bilan s'est soldé par plusieurs dizaines de morts<sup>13</sup>. Or, ces émeutes déclenchées par un acte raciste n'ont jamais été portées par les manifestants de 68 à Paris dont les mouvements, a-t-elle rappelé, ont alors oublié qu'il existait toujours en France des situations de type colonial. Faisant sans le savoir écho à la table-ronde organisée par Raphaël Glucksman (essayiste et journaliste) qui s'est tenu à Nanterre le 22 mars, elle rappelait que si l'on a pu dire alors « Nous

---

<sup>13</sup> Voir Raymond GAMA et Jean-Pierre SAINTON, *Mé 67. Mémoire d'un événement*, Société guadeloupéenne d'édition et de diffusion, 1985. Le bilan du nombre de morts et de l'accès aux archives a fait l'objet d'un débat entre Jean-Pierre Sainton et Benjamin Stora (en charge d'une commission d'enquête nommée par Manuel Valls en 2016).

sommes tous des Juifs allemands », il était et il est toujours impossible de dire « nous sommes tous des descendants d'esclaves ».



La question posée à l'issue de ce débat est bien celle de l'invisibilisation de certaines luttes, dans les années 1960-70 déjà, mais aujourd'hui encore. « La France n'est pas négationniste, affirme ainsi Gerty Dambury, mais elle reste silencieuse dans son administration, ses médias, sa culture ». C'est en plaçant chaque révolte dans son contexte idiosyncrasique que les médias la privent de l'écho qu'elle peut avoir, enchaine ensuite Norman Ajari (université de Toulouse). S'appuyant sur le travail de Guy Debord, théoricien des émeutes raciales, ce dernier s'est ensuite attaché à penser 68, et sa redite étudiante de 2018, au prisme de l'opposition entre émeute et occupation. Occuper la Sorbonne, en 68 comme aujourd'hui, indique déjà une possibilité politique, une non-conflictualité à l'espace quand ailleurs d'autres sont tués juste pour être dans la même pièce, dans la même rue et n'ont d'autre voie de révolte que l'émeute. C'était déjà le moment de s'aventurer sur un parallèle entre 68 et aujourd'hui par référence à la notion debordienne de « primitive accumulation of truth » et d'asymétrie fondamentale des révoltes quand, à Toulouse, les étudiants révoltés occupant l'université ont été protégés par la police au moment des émeutes dans le quartier voisin du Mirail qu'ils n'ont pas pris le risque de soutenir dans la rue. Comme par effet d'un dialogue qui n'a pas eu lieu, on fera référence ici au colloque sur le « Droit à la ville »<sup>14</sup> qui s'est tenu en mai pour marquer le cinquantenaire de la sortie du livre éponyme d'Henri Lefebvre où cette problématique de la relation entre une université et son territoire a été abordée du point de vue du campus de Nanterre précisément. Jean-Luc Guinot, qui fut pendant plus d'une décennie en charge de la sécurité du campus, a montré comment,

---

<sup>14</sup> Colloque « Le Droit à la ville vu des quartiers populaires », Université Paris Nanterre, 23-24 mai 2018.

par un travail de longue haleine, il est possible de tisser des liens féconds entre les jeunes des cités alentour et un campus universitaire pour faire de ce dernier un lieu ouvert et un espace d'interactions quotidiennes.

On mesure ici l'intérêt (l'urgence) qu'il y a à repenser 68 à cette aune des luttes raciales. C'est une question qui a couru en filigrane de nombreuses réflexions pointant la trop rapide « commodification »<sup>15</sup> des élans portés par les contestations les plus variées. Pourquoi n'y a-t-il plus de solidarité internationale dans ce temps actuel que certains ont qualifié de « temps de révolte » et alors que les moyens d'informations n'ont jamais été aussi efficaces ? La force de mouvements des années 1960 n'aurait-elle tenu qu'à la guerre du Vietnam, formidable caisse de résonance internationale, sinon matrice émotionnelle et prise de conscience de la possibilité de la lutte ? L'identification a certainement été une clé de la solidarité internationale dans la lutte à cette époque, un déclic qui constituerait en soi un événement épiphanique. C'est ce que montre par exemple un film de Satyajit Ray, évoqué par Philippe Peycam (Leyden) et Rachel Harrison (SOAS), mettant en scène des jeunes Indiens affirmant que l'événement le plus important du XX<sup>e</sup> siècle aura été la guerre du Vietnam, « car ces gens ont stoppé quelque chose »...

Mais qu'est-il resté des luttes et des mouvements d'émancipation de cette décennie ? Tariq Ali a voulu souligner que la seule révolte victorieuse de 68 avait finalement été celle des étudiants, travailleurs et prostituées au Pakistan qui ont fait tomber le dictateur. Pour le reste... L'exercice contre-factuel d'une lecture de 68 qui aurait pu tourner différemment a d'ailleurs été proposée lors de la conversation entre Tariq Ali et Angela Davis et l'on retiendra que cette dernière estime finalement qu'il est heureux que les acteurs du 68 dont elle a été partie prenante n'aient pas été victorieux, car alors le féminisme n'aurait pas fini de creuser son sillon et la victoire des Black Panthers et autres mouvements des

---

<sup>15</sup> Ce terme anglais fait référence à tous les processus de transformation des biens, des idées, des œuvres, des services, des lieux, des espaces naturels, un patrimoine, etc. en « commodités », c'est-à-dire en biens susceptibles d'entrer dans le rapport d'échange de la sphère marchande.

années 1960-1970 aurait été l'échec d'un féminisme qui n'aurait pas été en mesure de trouver sa place !



Le mouvement de libération des femmes, seule expression vraiment « globale » de 68 ?

Et si la grande réussite de 68 avait finalement été de faire entrer les femmes en politique et la plus grande contribution du mouvement féministe aux luttes sociales d'ouvrir une sphère totalement nouvelle de production qui était restée invisible jusque-là, questionne Silvia Federici ? Thème fécond de recherches académiques à l'université<sup>16</sup>, la question féministe a logiquement émergé comme l'une des thématiques centrales du 68 vu de 2018 à Nanterre. Non seulement l'histoire globale du mouvement féministe a été abordée dans plusieurs manifestations, mais les histoires des mouvements Black Panthers, de la théologie de la libération et même de la figure de Guevara traitées lors du colloque Global 68 ont été abordées par le prisme des actrices féminines de ces mouvements. C'est un peu comme s'il était temps d'écrire enfin l'histoire des mouvements d'émancipation et des luttes internationales d'un point de vue féminin en parlant de Beatriz Ajende Guevara plutôt que de son père. Et en insistant sur le rôle essentiel du féminisme dans la compréhension mécanique du faire-révolution.

Si, pour Jean Baudrillard, 68 a finalement été trois choses – la prise de parole, les rencontres hors des temporalités atomisées de la vie quotidienne et le retour de l'utopie – alors le mouvement féministe est certainement ce qui l'a incarné le plus parfaitement. Comme un autre écho imprévu à 68, la « prise de parole » ayant marqué 2018 aura été une parole féminine, celle de #metoo, venant donner un point d'accroche au parti-pris d'une histoire par les femmes des mouvements sociaux de 68 exprimé par diverses manifestations sur le campus, parmi lesquelles il faut évoquer tout

---

<sup>16</sup> Le huitième Congrès International des Recherches Féministes dans la Francophonie s'est tenu à l'Université Paris Nanterre du 27 au 31 août 2018.

particulièrement la belle initiative portée par la Société d'Histoire de Nanterre et la Contemporaine (ex-Bibliothèque de Documentation Internationale Contemporaine) de rénover et de présenter un petit film réalisé en 1970 par des lycéens de l'établissement Joliot-Curie Nanterre dans le cadre de leur cinéclub. Intitulé « Et chez toi, qui fait quoi ? », un film rejoué par les lycéens de 2018 du même lycée invitant un panel de jeunes gens et jeunes filles à décrire et réfléchir sur leur investissement dans les tâches ménagères. Une réflexion stimulante sur la sphère de production domestique qui est désormais versée au fonds d'archives de la Contemporaine.



Les esthétiques de 68 dans le printemps 2018 ou l'histoire impossible

Rejouer... À l'instar du film de cinéclub restauré et diffusé en regard d'une version 2018, la tentation de rejouer avec 68 n'aura jamais été aussi grande que lors du cinquantième des événements. Tout en ayant conscience d'être à la limite de la farce, les anciens du « Mouvement du 22 mars » ont conclu l'allocution d'inauguration du colloque par la relecture du texte des 142 du 22 mars, en offrant au public de revoter le texte à main levée. Comme si, de la juxtaposition des moments, émergeait le sens évident, la saisie implicite des ruptures et les continuités de l'histoire, la permanence stabilisée du symbole valant mesure de l'action et des postures. La force du « symbole 68 » en France peut être évaluée à la densité de la production médiatique durant le printemps, qui a beaucoup joué de la juxtaposition. Sur le campus de Nanterre, le 22 mars constituait évidemment la journée marquante pour qui souhaitait construire l'effet de juxtaposition désirable. De nombreuses images ont été tournées dans les jours qui ont précédé et pourtant, ce qui fut diffusé de cette journée a servi à confirmer que « Nanterre la rouge » était toujours le foyer de la révolte étudiante parisienne, quitte à faire un zoom sur un événement de la journée.

La journée du 22 mars a été un point d'achoppement dans ce qui s'est révélé être un rejet progressif de toute tentative pour initier d'un point de vue institutionnel ou même académique un retour sur 68, une réflexion sur 68. Le contexte extra universitaire n'était pas favorable puisque le 22 mars avait été choisi comme journée de mobilisation nationale des syndicats organisant une manifestation dans Paris et annonçant de fortes perturbations dans les transports. C'est sur un campus en partie privé du public attendu que le forum prévu et les débats se sont tenus. Le « temps fort » de la participation étudiante a finalement été « mis en scène » dans le hall du bâtiment Pierre Grappin (B), à l'initiative d'un groupe de protestataires contestant depuis janvier déjà le principe d'une « commémoration » de 68 et la réforme du plan étudiant. À leur façon, ces étudiants ont rejoué l'épisode du 22 mars en forçant l'entrée du bâtiment historique de la présidence où se tenait l'inauguration de la fresque d'Ivan Messac sous l'œil des caméras de télévision, trop heureuses de voir le 22 mars se rejouer 50 ans après dans l'esthétique des fumigènes roses apportés par les étudiants, qui se sont finalement retirés après un long moment d'échanges avec le président.

Il n'a plus été question de farce le 9 avril<sup>17</sup>. Un enchaînement d'actions et de décisions a conduit à un blocage durable de l'université. Initiée par une opération d'intrusion / occupation dans des bâtiments de l'université de la part d'étudiants-activistes d'obédience anarchiste que le président a souhaité empêcher immédiatement autorisant l'intervention des forces de police sur le campus, la situation a évolué vers une opération de plus grande ampleur quand étudiants et personnels se sont retrouvés à l'intérieur des bâtiments où ils ont été pris à partie et molestés par les CRS. Du noir et blanc, on passait à la couleur, mais les images immédiatement mises en circulation de cette journée offraient un parallèle chargé de sens et suscitaient une émotion forte qui

---

<sup>17</sup> La date du 9 avril marque le début de l'évacuation de la ZAD de Notre-Dame des Landes. Sur fond de protestation croissante contre la loi ORE, ce sont des revendications politiques anarchistes (référence omniprésente de l'acronyme ACAB, *All Cops Are Bastards*) et la diffusion en amont de ce jour d'évacuation d'appels à créer de nouvelles ZAD dans les lieux publics comme forme de protestation qui explique en partie le calendrier.

rendait dès lors presque impossible la mise à distance réflexive de l'événement 68 à Nanterre. L'évidence de l'image a pris le pas sur la possibilité de la parole.



Au cours du printemps, la thématique 68-2018 de notre université s'est donc trouvée dans une position intenable et comme vidée de son sens. Telle aura été l'aporie du colloque international Global 68 au début du mois de mai : international, solidaire, féministe, militant, du côté des témoins et des engagements, mais inaudible pour les étudiants « mobilisés et bloqueurs », se revendiquant seuls héritiers légitimes de 68 par leur geste de révolte contre une réforme, des institutions, une logique les privant d'un avenir désirable.

Il était nécessaire durant cette période d'être attentif au mouvement, à l'inquiétude et à la critique sociale qu'il a porté et continue de porter. Les représentants des collectifs étudiants ont été accueillis et leurs revendications écoutées lors de différentes manifestations, créant parfois une situation de mise en abyme intéressante entre anciens soixante-huitards et jeunes dix-huitards. L'expérience de discussion la plus poussée ayant été la tenue au pied levé d'une matinée du colloque Global 68 dans l'espace occupé par les étudiants de l'EHESS boulevard Raspail, avec notamment Achille Mbembé et Angela Davis.

Sur l'ensemble des revendications portées par les collectifs d'étudiants bloqueurs, l'une retient évidemment notre attention, à savoir la contestation de la légitimité des acteurs institutionnels – qu'il s'agisse de l'université localement et de la célébration médiatique au niveau national – de faire référence à 68. La critique s'est cristallisée rapidement autour du refus de toute « commémoration », de toute « muséification », comme si la jeunesse étudiante seule en lien avec des grévistes pouvait s'ériger en héritiers de 68-comme-révolte-contre-l'État. Ce faisant, ils ont contribué à enfermer l'idée de 68 dans une forme rituelle très codifiée et inscrite dans une lignée de redites qui ne se prêtait plus



à la mise à distance réflexive, mais imposait le mimétisme. C'est clairement la revendication de filiation qui a été portée par des étudiants nanterrois, et appuyée par Clémentine Autain députée de France insoumise, lors du débat radiodiffusé sur RTL en direct du campus le 22 mars. Les immenses images en noir et blanc de CRS collées par les étudiants bloqueurs à l'entrée du campus ne disent pas autre chose. Elles imposent une forme de beauté, un instant paradoxal de grâce : des emblèmes de l'Histoire, mais hors du temps...

« 68 », du moins le 68 français, n'est-ce pas finalement une singularité de l'Histoire : un événement qui bien qu'advenu, ne s'est pas vraiment réalisé, reste encore en attente de sa réalisation, et nourrit bien des fantasmes ? Cette non-réalisation explique la difficulté voire l'impossibilité à « faire histoire ». Or n'est-ce pas, malgré tous nos efforts pour redonner un sens global et multiforme à cette période, ce qui finalement nous reste aujourd'hui de cette période : les traces que forment les images quand elles sont arrêtées, comme en réserve et en attente. On rejoindra ainsi pleinement l'analyse proposée par Jean-Louis Comolli et Jacques Kébadian pour lesquels « Mai 68 n'échappe pas au destin spectral de tous les mouvements révolutionnaires : spectres non pas du passé, mais veilleurs de l'avenir »<sup>18</sup>. Étrange familiarité en effet de cette spectralisation du monde en concurrence avec les tentatives pour spectaculariser l'événement<sup>19</sup>... ce sont finalement les fantômes de 68 qui ont continué à parler sur le campus de Nanterre au printemps 2018.

---

<sup>18</sup> Jean-Louis COMOLLI et Jacques KEBADIAN, *Les Fantômes de mai 68*, Éditions Yellow Now, 2018, p. 19.

<sup>19</sup> *Ibid.*, p. 15.

